

L'Idéologie de la superclasse mondiale

Conférence donnée au Club de l'Horloge

par

Henry de Lesquen

Octobre 2009

L'idéologie de la superclasse mondiale (SCM)

par Henry de Lesquen

En octobre 2009, le Club de l'Horloge a consacré sa XXV^e Université annuelle à « Crise économique : la responsabilité de la superclasse mondiale ». Henry de Lesquen y a consacré une conférence à l'idéologie de la superclasse mondiale (SCM). Les intertitres sont de Polémia.

Samuel Huntington avait déjà décrit la superclasse mondiale (SCM) dans son livre de 2004 : *Qui sommes-nous ?*, où il avait mis en évidence le danger qu'elle représente pour l'identité de sa patrie américaine - et, plus généralement, pour celle de tous les pays. Mais c'est la crise économique de 2008 qui a véritablement révélé la nature de la SCM et le rôle central qu'elle joue dans les affaires mondiales.

La superclasse mondiale est un phénomène qui n'a pas d'équivalent dans l'histoire. Elle regroupe quelques dizaines de millions de personnes, selon Huntington, principalement en Amérique du nord et en Europe occidentale, mais pas seulement : presque tous les pays sont concernés. Elle était en gestation depuis au moins le début du XX^e siècle, mais c'est l'effondrement de l'URSS en 1991 et la victoire finale des Etats-Unis après quarante années de guerre froide qui ont accéléré sa coalescence et sa croissance, à partir de l'oligarchie - l'*establishment* - de la côte Est.

I- La SCM : un réseau mondial de personnes déracinées et dénationalisées

La SCM est un réseau mondial de personnes qui entretiennent des relations régulières, professionnelles, mondaines ou amicales, et qui partagent une vue du monde originale. Elle est si nombreuse qu'il ne faudrait surtout pas la réduire à une courte liste de personnalités emblématiques dont le nom vient à l'esprit quand on la nomme : par exemple, pour la France, Ernest Seillière, Laurence Parisot, Alain Minc, Jean-Marie Messier, Pierre Bergé, Bernard Kouchner, Jean-Claude Trichet, Pascal Lamy, Dominique Strauss-Kahn, etc.. Ce sont les entreprises multinationales d'une part, les organisations internationales d'autre part, qui en constituent le vivier.

Des transnationaux économiques

La superclasse mondiale est relativement homogène - malgré sa dispersion géographique - quant à son mode de vie et ses orientations culturelles, politiques et métapolitiques. Elle se caractérise fondamentalement par un trait négatif : les membres de la SCM sont déracinés et dénationalisés. Comme le disait Huntington : « *Les transnationaux économiques constituent le noyau d'une superclasse mondiale en cours de formation. Ces transnationaux n'ont guère besoin de loyauté nationale, voient les barrières nationales comme des obstacles qui sont heureusement en train de disparaître.* »

Cependant, la SCM est devenue aujourd'hui fort hétérogène, dans la mesure même où le déracinement et la dénationalisation sont la pierre de touche de l'appartenance à cette espèce d'immense club qu'elle constitue à l'échelle du monde. Elle est donc multiethnique, multiraciale, multiconfessionnelle.

La SCM est une élite qui vit dans l'isolement, à l'écart de la masse de la population, qu'elle évite autant que possible. Elle ne contient pas de travailleurs manuels - à l'exception de quelques artistes ou prétendu tels, comme Jeff Koons ! Ses membres manient des signes. Ils sont financiers, avocats, dirigeants d'entreprises, hauts fonctionnaires internationaux, parfois hommes politiques, éventuellement scientifiques, mais rarement ingénieurs ou médecins.

La SCM vit par et pour l'argent.

On y évalue les hommes en fonction de leur revenu ou de leur fortune. Elle a étendu au monde le règne de l'étalon-dollar qui prévaut depuis toujours aux Etats-Unis. En son sein, ce sont les banquiers qui tiennent le haut du pavé. La banque Goldman Sachs, toute-puissante dans les cercles de pouvoir aux Etats-Unis depuis la présidence Clinton, et qui l'est restée sous George W. Bush et Barack Hussein Obama, en est de loin l'institution la plus prestigieuse et la plus influente.

Dans son numéro du 31 octobre 2008, *Le Monde* a consacré un article de deux pages à la banque Goldman Sachs, signé Marc Roche, sous le titre : « Goldman Sachs, la firme ». On y lit : « *L'histoire de cet établissement fondé en 1869 par un instituteur juif new-yorkais, Marcus Goldman, se confond avec celle des Etats-Unis.* » On y rappelle que Henry Paulson, le ministre des finances de Bush, avait été le directeur général de Goldman Sachs, et on y voit la photo de « *Timothy Geithner, président de la Réserve fédérale de New York, un proche de Goldman Sachs, dont le nom circule pour le poste de Secrétaire au trésor [ministre des finances], en cas de victoire d'Obama* ». On sait que Geithner a été effectivement nommé au poste de ministre des finances. Conclusion de l'article : « *Ce qui est bon pour Goldman Sachs est bon pour les Etats-Unis. Et vice-versa.* »

Cette incroyable promiscuité d'une banque, et des banques, avec le système politique américain est grosse de conflits d'intérêts. Fin 2008, le plan Paulson, 700 milliards de dollars pour racheter les actifs toxiques des banques, a fait gagner beaucoup d'argent à Goldman Sachs. Le renflouement de l'assureur AIG, par exemple, a permis à la banque de recouvrer 14 milliards de dollars.

Les banques centrales sont dirigées par des membres de la SCM

Les banques centrales, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Europe sont dirigées par des membres de la SCM qui agissent comme ses mandataires. La politique monétaire obéit donc aux intérêts des banques, beaucoup plus qu'à ceux de leurs clients. C'est ce tropisme fatal qui est à l'origine de la crise de 2008. En effet, le président de la Federal Reserve, Alan Greenspan, et son successeur, Ben Bernanke, n'ont cessé de déverser des liquidités sur l'économie pour maximiser les profits des banques et les cours de la bourse, ce qui fut la cause de la formation de ces énormes "bulles" financières qui devaient finir tôt ou tard par éclater. Ainsi que l'explique Martin Hutchinson, dans un article du *Monde* intitulé « Les responsabilités d'Alan Greenspan » : « *Quand Alan Greenspan dirigeait la Réserve fédérale américaine (Fed), il avait laissé M3, la mesure la plus large de la masse monétaire, croître de 8,3 % par an en moyenne pendant onze ans, jusqu'à son départ en février 2006. C'est presque 3 points de plus que la croissance nominale du produit intérieur brut (PIB). Il a aussi autorisé les banques américaines à construire des réseaux inextricables d'engagements les unes envers les autres qui représentaient plusieurs PIB des Etats-Unis. En d'autres termes, M. Greenspan a fourni trop d'argent au système financier et ensuite n'a pas suffisamment contrôlé ses excès. (...) Du côté de la régulation bancaire, M. Greenspan savait que les*

engagements hors bilan des banques explosaient. (...) Une Fed responsable aurait resserré à la fois la politique monétaire et la régulation. Sous la présidence de Greenspan, elle a failli dans les deux domaines. » (Le Monde, 10 avril 2008).

Et le successeur de Greenspan, Ben Bernanke, avec son collègue Trichet, ont décidé, après le déclenchement de la crise, d'ouvrir encore plus les vannes de la monnaie et du crédit, pour conjurer, disaient-ils, un « *risque systémique* ».

La mainmise des intérêts privés sur l'Etat est ici évidente : pendant la phase d'expansion, les banques prospèrent et fond d'immenses profits ; mais quand survient la crise qui est la conséquence inévitable de ces excès et de ce laxisme, l'Etat - le gouvernement et la banque centrale, agissant de concert - se précipitent au secours des banques avec l'argent public (y compris celui qui est créé *ex nihilo* par la banque centrale) pour qu'elles n'aient pas à subir les conséquences de leurs excès. Autrement dit : privatisation des profits, étatisation des pertes...

Une oligarchie mondiale au pouvoir avant tout financier

La SCM est une oligarchie mondiale dont le pouvoir est avant tout financier : c'est très précisément une ploutocratie, qui pèse de tout son poids, qui est grand, sur les décideurs publics, fonctionnaires, ministres, parlementaires, qu'elle séduit ou qu'elle corrompt, appliquant à l'échelle mondiale les recettes éprouvées de l'action d'influence que les Etats-Unis d'Amérique ont légalisées de longue date sous le nom de « *lobbying* » : la corruption officialisée et institutionnalisée.

II- Une prétention au « despotisme éclairé »

La superclasse mondiale a hérité des soi-disant « Lumières » du XVIII^e siècle la prétention au « despotisme éclairé », qu'elle camoufle sous des oripeaux pseudo-démocratiques. Les membres de la SCM méprisent le peuple et font peu de cas de la démocratie authentique. Ils ont notamment horreur des référendums... L'affaire de la Constitution européenne en fournit un exemple magistral. Repoussée par les peuples français et néerlandais en 2005, elle a été maquillée sous la forme du traité de Lisbonne, que l'on s'est bien gardé de soumettre au référendum, sauf en Irlande, parce qu'il était obligatoire. Et l'on sait que les pauvres Irlandais, qui avaient d'abord voté "non" en juin 2008, ont dû se déjuger en octobre 2009.

Les moyens de brider la démocratie : supranationalité et état de droit

Pour brider la démocratie, qu'elle dénigre sous le nom de populisme, la SCM a trois principaux axes d'action :

- 1) la supranationalité, qui éloigne le pouvoir des citoyens ;
- 2) « *l'Etat de droit* » (traduction de l'allemand *Rechtsstaat*, équivalent de l'anglais *rule of law*, le règne du droit), qui aboutit en pratique au gouvernement des juges et vide la politique de son contenu ;
- 3) l'étourdissement médiatique, étant entendu que les media se font presque unanimement les relais de ses orientations politico-idéologiques (heureuse exception en Autriche : la *Kronen Zeitung*, qui tire à un million d'exemplaires, ce qui explique le succès des parti populistes et anti-européens).

La SCM est paradoxalement assistée, dans son action anti-démocratique, par l'extrême gauche, qui se prétend anticapitaliste, mais qui joue le rôle de l'idiot utile de la mondialisation antinationale, en particulier dans ses campagnes pour l'immigration. (Voir l'intervention de Jean-Yves Le Gallou sur [Les convergences paradoxales de l'extrême gauche et de la superclasse mondiale](#))

La victime de cette double subversion, qui s'exerce par le haut et par le bas, c'est le peuple des autochtones, chez nous les Français de souche, qui se voit dépossédé peu à peu et simultanément, de son territoire, de plus en plus occupé, et de sa souveraineté, de plus en plus nominale.

Hostilité aux patries et aux identités

Hostile aux patries et aux identités, la superclasse mondiale rejette la souveraineté des nations dans les poubelles de l'histoire et s'emploie à mettre en place un gouvernement mondial. Elle défend le droit d'ingérence et applaudit les Américains quand ils agressent des Etats indépendants, comme la Serbie ou l'Irak.

Les Etats-Unis sont une référence pour les membres de la superclasse mondiale qui font leurs, en général, les visées de l'impérialisme américain. Il n'y a pas cependant de parfait accord entre l'une et l'autre. Les vrais patriotes américains, comme Huntington, ne veulent perdre ni leur identité ni leur souveraineté. La superclasse mondiale entre donc nécessairement en conflit avec les intérêts nationaux américains, comme le montrent les péripéties du tribunal pénal international ou celles du protocole de Kyoto.

Favorable aux oligopoles et aux monopoles

Contrairement à la légende, la superclasse mondiale n'est pas à proprement parler libérale, au sens français du terme. Elle n'a rien, bien au contraire, contre les monopoles et les oligopoles. Et elle est fort encline à soutenir les relances budgétaires qui gonflent les profits des entreprises, comme cela est apparu, de façon caricaturale, après le déclenchement de la crise économique, quand on a vu l'homme qu'elle a fait élire à la présidence des Etats-Unis, Barack Obama, porter le déficit des finances publiques américaines à 10 % du PIB. Elle n'est pas non plus hostile à la redistribution des revenus qui s'exerce surtout au détriment des classes moyennes, dans chaque pays, et qui permet de calmer les « petites gens »...

Sans-frontiériste et « antiraciste »

Mais la superclasse mondiale est radicalement libre-échangiste et immigrationniste. Elle veut un monde sans frontières et n'admet pas que celles-ci puissent faire obstacle aux mouvements des hommes, des capitaux et des marchandises.

La SCM est antiraciste. C'est même ce parti pris antiraciste qui lui a permis de se former en s'affranchissant des limites identitaires, toujours plus ou moins ancrées dans la race. Cet antiracisme est manifeste dans la politique des grands groupes, qui ne cessent d'en rajouter dans l'éloge de la prétendue « diversité », c'est-à-dire de l'hétérogénéité ethnique. Ils pratiquent avec enthousiasme une politique de discrimination qui devrait tomber sous le coup de la loi, en bonne logique juridique, mais qui est ouvertement promue par les gens qui nous gouvernent, dès lors qu'il s'agit de préférer les étrangers aux Français, les immigrés aux Français de souche, les musulmans aux chrétiens, les noirs aux blancs... Gérard Mestrallet,

PDG de GDF-Suez, écrit ainsi dans *Le Monde* des 4-5 octobre 2009, au cours d'un dialogue avec Fadela Amara, ministre de M. Sarkozy et issue de SOS-Racisme : « *Aujourd'hui, il est évident pour toutes les grandes entreprises que la diversité est un avantage concurrentiel. (...) Regardez le Brésil. Le fait d'être une société totalement métissée lui donne une force inouïe. Pour moi, c'est un des principaux facteurs de son émergence parmi les grandes puissances.* » M. Mestrallet ne connaît visiblement pas la réalité de la situation sociale du Brésil, qui est presque exclusivement dirigé par des blancs, et il aurait pu se demander si les difficultés sociales qui résultent de son hétérogénéité raciale ne sont pas pour quelque chose dans le retard que ce pays a pris dans son développement, pendant deux siècles... ce qui n'est pas rien.

Refus des discriminations et crise financière

La crise financière est partie des Etats-Unis, comme en 1929, mais ses origines sont, cette fois-ci, bien différentes. On peut dire, en effet, que l'antiracisme a été la cause immédiate et directe de la crise financière ! Chacun a entendu parler des fameux crédits « *subprime* », c'est-à-dire, en français, de seconde qualité. A partir de 1992, l'Etat américain avait décidé de favoriser l'accession à la propriété de leur logement des membres des minorités ethniques, principalement les noirs et les « Hispaniques », comme on appelle aux Etats-Unis les métis de langue espagnole. Il a, dans ce but, utilisé deux organismes théoriquement privés, mais assujettis en réalité à la tutelle publique, et joliment surnommés Fannie Mae et Freddie Mac, pour alimenter sans limite le marché du refinancement des prêts au logement, et pour ainsi faire en sorte que les banques, sûres de pouvoir se défaire de leurs créances douteuses sur des institutions paragouvernementales, consentent à prêter les yeux fermés à des noirs ou à des métis potentiellement insolubles.

En 1995, l'Etat américain a renforcé une loi antidiscriminatoire de 1977, le Community Reinvestment Act, pour sanctionner les banques qui n'accompagneraient pas suffisamment la politique du logement dont nous avons parlé. Comme l'écrit Vincent Bénard, président de l'Institut Hayek de Bruxelles, « *les banques durent abandonner partiellement le rôle prudentiel qu'elle jouent habituellement lorsqu'elles refusent un prêt à une personne objectivement peu solvable* » (*Le Figaro* du 9 septembre 2008). Elles l'ont fait d'autant plus volontiers qu'elles croyaient ne pas risquer grand-chose, puisque les crédits qui ne pouvaient pas être transférés à Fannie Mae et Freddie Mac étaient « titrisés », c'est-à-dire disséminés dans l'ensemble du secteur financier. Les crédits de seconde qualité, souscrits principalement par des membres des minorités en question, ont fini par représenter trois trillions (3.000 milliards) de dollars.

Les banquiers américains ont bel et bien été irresponsables en incitant les membres des minorités à s'endetter inconsidérément. Le résultat - après la chute des prix de l'immobilier, qui a entraîné celle des prêts « *subprime* » -, c'est qu'ils ont réussi à faire à la fois le malheur des noirs (et des métis hispaniques), dont on saisit les logements, et celui des blancs, qui doivent mettre la main au portefeuille pour renflouer les banques : c'est le plan Paulson, qui consiste, en quelque sorte, à faire financer les dettes des noirs par les impôts des blancs.

Un mondialisme structuré

L'idéologie de la superclasse mondiale, qui est devenue peu ou prou, dans chaque pays, l'idéologie dominante, n'est pas un vague état d'esprit qui se serait formé spontanément dans les milieux des affaires. C'est un « mondialisme » structuré, et l'on peut même affirmer que cette idéologie se caractérise fondamentalement par la fausse équivalence qu'elle établit entre

mondialisme et mondialisation (c'est ce dont nous parlera plus particulièrement Philippe Baccou dans la conclusion de cette *université*). Mais elle n'est pas seulement une conception de la société, elle implique aussi et avant tout une conception de l'homme, laquelle repose sur une philosophie sous-jacente : le cosmopolitisme.

III-Une philosophie sous-jacente : le cosmopolitisme

Le mot « *cosmopolite* », qui signifie « citoyen du monde » (étant formé des deux mots grecs *cosmos* et *politês*), est en lui-même une subreption, car toute cité implique un dedans et un dehors, une relation d'inclusion-exclusion : le monde ne saurait être une cité. « *Défend tes lois comme tu défends tes murailles* », disait Héraclite ; s'il n'y a plus de « murailles », ou de frontières, la cité disparaît, et avec elle le civisme. Le soi-disant « cosmopolite » ne peut être citoyen du monde, il n'est citoyen de nulle part, et il ne se réclame du monde que pour nier ses devoirs envers la cité.

En inventant la cité, les Grecs ont donné au patriotisme sa forme la plus pure et la plus exigeante. Ce sont eux, aussi, qui ont créé le cosmopolitisme, au moment où les cités se dissolvaient dans l'empire. Les premiers à avoir lancé l'idée, avec le mot, sont les philosophes de l'école cynique. Ils seront suivis par les stoïciens, puis par bien d'autres à l'époque moderne. On se souvient qu'Alexandre le Grand, qui préconisait le mélange des peuples et des races, avait déclaré, après sa rencontre avec Diogène le cynique : « *Si je n'étais pas Alexandre, je voudrais être Diogène.* »

Au delà de la politique *stricto sensu*, l'opposition du patriotisme et du cosmopolitisme a un caractère global. C'est toute la conception de l'homme qu'elle met en cause.

Le refus des préjugés légitimes

Dans patrie, il y a « père » (*pater*), comme dans nation il y a « naissance » (*natio*). La patrie est la terre des « pères », c'est-à-dire des ancêtres, de ces lignées d'hommes et de femmes qui nous ont faits ce que nous sommes et à qui nous devons tout. Le patriotisme nous demande de nous attacher à une cité charnelle, constituée autour d'un héritage formé de traditions. Il nous fait un devoir de rester fidèles à nos valeurs. Celles-ci ne sont pas des produits de la raison pure, mais, comme l'a bien vu Edmund Burke, des *préjugés légitimes*. Nous les aimons, ces préjugés, qui ne sont pas contraires à la raison, parce qu'ils fondent notre morale et nos murs, et qu'ils définissent notre identité.

Le cosmopolitisme : la face carnavalesque de l'idéologie égalitaire

Au contraire, le cosmopolitisme est l'une des faces de l'utopie égalitaire, il en est la version anarchique et carnavalesque, puisque, postulant l'illégitimité des interdits, il professe un nihilisme absolu. « *Il est interdit d'interdire* », écrivait-on sur les murs en mai 1968. Le cosmopolitisme reflète le pseudo-rationalisme de l'utopie égalitaire, pour qui l'homme est une monade livrée au seul calcul des plaisirs et des peines.

Le cosmopolite est un étranger dans sa propre cité. Il est aussi « *étranger à lui-même* », selon Julia Kristeva, et il a donc perdu son identité. Il se fait un plaisir de dénigrer les coutumes du peuple où le hasard l'a fait naître, qu'il juge arbitraires et barbares. Dans *Etrangers à nous-mêmes*, Julia Kristeva fait ressortir le conflit du cosmopolitisme avec la morale traditionnelle. « *Le cosmopolite du XVIII^e siècle était un libertin - et, aujourd'hui encore, l'étranger demeure*

(...) cet insolent qui (...) défie pour commencer la morale de son pays, et provoque ensuite des excès scandaleux dans le pays d'accueil. »

Cosmopolitisme radical et rupture des traditions

Ainsi, pour ce cosmopolitisme radical, l'individu ne peut obtenir sa liberté qu'en s'émancipant des traditions, qui pèsent de tout leur poids sur la liberté humaine et la contraignent. Le véritable humanisme, qui ne réduit pas l'homme à des influences sociales, sait, néanmoins, que sa liberté est ancrée dans son identité et que celle-ci est façonnée par les disciplines culturelles, autrement dit par les traditions. Le patriotisme n'est donc pas une valeur parmi d'autres, c'est le socle de l'humanisme.

Le cosmopolitisme, tout d'abord, peut être considéré comme une déviation du patriotisme, parce qu'il ne le refuse pas ouvertement, mais prétend élargir son objet. Il faudrait considérer le monde entier comme la cité de tous les hommes, et refuser les identités particulières qui établissent des barrières au sein de l'espèce humaine. Mais, comme nous l'avons dit, la cité ne peut exister sans frontières, la patrie ne vaut que pour être incarnée, en sorte que le cosmopolitisme est une négation du patriotisme.

Il y a donc un lien organique entre l'immoralité « cynique » de l'idéologie cosmopolite de la SCM, telle qu'elle se manifeste dans les écrits d'un Daniel Cohn-Bendit ou d'un Frédéric Mitterrand, et l'immigrationnisme qui est l'alpha et l'oméga du discours mondialiste.

Révérance pour le non-art décadent

On ne s'étonnera pas que la SCM révère le non-art décadent qualifié abusivement d'art contemporain, dont elle fait activement la promotion. Elle démontre là, non seulement son goût pour l'argent, puisque le marché de l'art ou de ce qui en usurpe le nom a pris de nos jours des dimensions fantastiques, mais aussi son absolu manque de goût. Pinault n'est pas Médicis ! La superclasse mondiale avec laquelle le milliardaire français a pour le moins des affinités confond valeur artistique et valeur marchande. Le non-art décadent, dit "art contemporain", est un vecteur du cosmopolitisme. Il subvertit le sens de la beauté, s'inscrit en faux contre les traditions et ne recule devant rien pour porter atteinte au patrimoine artistique, comme on l'a vu en 2008 avec l'exposition de Jeff Koons au château de Versailles, organisé par des obligés de M. François Pinault, dont Jean-Jacques Aillagon. Parmi les « œuvres », les objets, qui étaient exposés sous les ors du château, on remarquait notamment un mannequin représentant le chanteur Michael Jackson, avec un bébé singe entre les cuisses ; ce qui était pour le moins scabreux quand on sait que Jackson avait échappé de peu à une condamnation pour pédophilie.

IV- La superclasse mondiale responsable de la crise

Les économistes raisonnables (il y en a quelques-uns) condamnent depuis longtemps les privilèges accordés aux banques privées, qui ont la faculté de créer de la monnaie, puisque, selon l'adage, « les emprunts font les dépôts » (*loans make deposits*). Cela pourrait s'admettre dans un système de liberté monétaire, comme le proposait Hayek, mais c'est abusif et dangereux quand l'Etat donne cours légal à une monnaie unique qui est créée non seulement par la banque centrale, mais par les banques privées. C'est en effet ce privilège de battre monnaie donné aux banques qui est à l'origine de la formation des « bulles », c'est-à-dire de l'expansion démesurée des prix des actifs et des volumes de transaction, qu'il s'agisse de la

bourse et de l'immobilier, et ce sont ces « bulles », qui, en éclatant, donne naissance à une crise économique. Le cycle économique, avec son cortège de crises qui succèdent aux périodes d'euphorie (« boom »), est inhérent au capitalisme, du moins tel qu'il fonctionne en pratique.

On sait que les progrès considérables des techniques financières, qui tiennent à la fois à l'électronique et aux mathématiques, ont été le facteur déterminant de l'expansion du crédit, en même temps qu'ils donnaient à la spéculation une ampleur inouïe et qu'elle transformait le monde en casino, comme l'a dit le professeur Maurice Allais, prix Nobel de sciences économiques. La déflagration finale était inévitable, bien qu'« on ne pût savoir ni le jour ni l'heure ».

Maurice Allais : prophète maudit

Maurice Allais, que Pierre-Antoine Delhommais qualifia dans *Le Monde* de « prophète maudit », écrivait dès 1998, après la première crise qui était apparue en Asie en 1997 : « *De profondes similitudes apparaissent entre la crise mondiale d'aujourd'hui et la Grande Dépression de 1929-1934 : la création et la destruction de moyens de paiement par le système du crédit, le financement d'investissements à long terme avec des fonds empruntés à court terme, le développement d'un endettement gigantesque, une spéculation massive sur les actions et les monnaies, un système financier et monétaire fondamentalement instable. (...) Qu'il s'agisse de la spéculation sur les monnaies ou de la spéculation sur les actions, ou de la spéculation sur les produits dérivés, le monde est devenu un vaste casino où les tables de jeu sont réparties sur toutes les longitudes et toutes les latitudes. (...) L'économie mondiale tout entière repose aujourd'hui sur de gigantesques pyramides de dettes, prenant appui les unes sur les autres dans un équilibre fragile. [Ceci a été écrit avant le développement de la titrisation et des subprimes !] (...) Jamais sans doute une telle instabilité potentielle n'était apparue avec une telle menace d'un effondrement général.* »⁽¹⁾

La logique de la bulle portée à sa pointe extrême : le modèle unidimensionnel de la société marchande

Il serait absurde d'attribuer à la superclasse mondiale un trait du capitalisme, à savoir le cycle économique dit de Juglar, avec sa succession de phases d'expansion et de crises, qui remonte aux origines : la première crise du genre répertoriée dans les chroniques est celle des oignons de tulipe, aux Pays-Bas, en 1637, dont parle Alexandre Dumas dans *La Tulipe noire*. On peut quand même remarquer que la SCM, créée par le capitalisme, en a poussé la logique au delà des limites du raisonnable, en refusant l'équilibre des fonctions sociales que préconise la tradition indo-européenne (le modèle des trois fonctions : fonction souveraine, fonction guerrière, fonction productive) et en imposant le modèle unidimensionnel et unifonctionnel de la société marchande, où le dollar (ou l'euro) est l'étalon de toutes les valeurs. La crise de 2008, par son ampleur, n'aurait pas été possible sans la financiarisation extrême et la dénationalisation presque absolue que dénonçait Maurice Allais et qui sont justement les caractères les plus marqués de la superclasse mondiale.

La reine d'Angleterre a eu une remarque frappée au coin du bon sens : comment se fait-il que les économistes n'aient pas prévu la crise ? C'est la bonne question, parce que la réponse à cette question conduit à révoquer en doute les prétendus remèdes qui sont mis en œuvre depuis 2008, à l'instigation de ces mêmes économistes qui n'avaient pas prévu la crise. Ces « remèdes » consistent, nous l'avons dit, à traiter le mal par le mal et donc à l'aggraver, en

tentant de relancer l'économie par un surcroît de laxisme monétaire et de laxisme budgétaire. Malgré les dérèglements du système économique, la plupart des économistes continuaient à penser jusqu'à la fin 2008 que les choses allaient s'arranger, grâce à la dextérité des dirigeants des banques centrales !

Théories de la demande et oubli de l'offre

En fait, la crise économique de 2008 n'a pas été prévue par les économistes en place parce que ceux-ci s'appuient sur la théorie keynésienne ou sur la théorie monétariste de Milton Friedman qui sont, l'une comme l'autre, des théories de la demande. Pour les keynésiens, comme pour les monétaristes, l'endettement mondial - qui atteint aujourd'hui 35 trillions de dollars, c'est-à-dire 35.000 milliards - n'est pas un problème en soi, puisque la dette de l'un est une créance de l'autre. Le problème n'apparaît que si l'on se tourne « du côté de l'offre » (*supply-side*), c'est-à-dire que l'on questionne les structures économiques, qui se trouvent profondément affectées par l'emballement du crédit.

Maurice Allais et les analyses de l'école autrichienne

Maurice Allais, sur ce point, l'un des rares économistes à avoir prévu la crise, et à l'avoir prévu pour les bonnes raisons, rejoint les puissantes analyses de l'école autrichienne d'économie politique de Ludwig von Mises et Friedrich von Hayek (deux des maîtres à penser du Club de l'Horloge, soit dit en passant), eux-mêmes héritiers de l'école suédoise de Knut Wicksell. Selon leurs analyses, le cycle des affaires est la conséquence de l'excès de création monétaire qui fait tomber le *taux d'intérêt du marché* en dessous du *taux d'intérêt naturel*, c'est-à-dire du taux d'équilibre qui peut se maintenir à long terme. L'argument central de Ludwig von Mises, hérité de Knut Wicksell, et repris par Hayek, est que, pendant la période d'exubérance (« *boom* ») qui précède la crise, le taux d'intérêt du marché est maintenu en dessous du taux d'intérêt naturel, ce qui ne peut pas durer indéfiniment. Dans son livre de 1912, *Théorie de la monnaie et du crédit*, Mises écrit :

« Si notre doctrine des crises doit être appliquée à l'histoire la plus récente [Mises écrit cela en 1912], il faut alors observer que les banques ne sont jamais allées aussi loin qu'elles le pouvaient dans le développement du crédit et dans l'expansion de l'émission des instruments fiduciaires. Elles ont toujours battu en retraite longtemps avant d'avoir atteint cette limite, soit à cause d'une inquiétude croissante de leur part et de la part de ceux qui n'avaient pas oublié les crises précédentes, soit parce qu'elles ont dû se conformer aux réglementations fixant un plafond à la circulation des instruments fiduciaires. [N'est-ce pas justement la différence avec la crise actuelle et aussi, sans doute, avec celle de 1929 ?] Et c'est ainsi que les crises éclatent avant qu'elles aient besoin d'éclater. C'est seulement dans ce sens que l'on peut interpréter l'affirmation qui est vraie en apparence, après tout, que la restriction des emprunts est la cause des crises économiques, ou du moins la raison immédiate de leur déclenchement ; c'est-à-dire que, si les banques avaient continué à réduire le taux d'intérêt des emprunts, elles auraient continué à différer l'effondrement du marché. Si l'on met l'accent sur le mot différer, on peut alors accepter l'argument sans trop de difficulté. Sans aucun doute, les banques seraient en mesure de différer l'effondrement ; mais, cependant, comme nous l'avons montré, le moment doit finalement venir où il n'est plus possible d'accroître davantage la circulation des instruments fiduciaires. C'est alors que se produit la catastrophe, et ses conséquences sont d'autant plus graves, et la réaction contre la tendance exubérante du marché est d'autant plus forte, que la période durant laquelle le taux d'intérêt des emprunts a été inférieur au taux d'intérêt naturel a été plus longue, et que

l'emploi de détours de production qui ne sont pas justifiés par l'état présent du marché des capitaux aura été plus important. »⁽²⁾

Plus on tarde à agir, plus la crise est grave

Cette analyse est la clé pour comprendre la crise actuelle. La crise de 2008 est d'une ampleur exceptionnelle parce que les banques sont allées au contraire, cette fois-ci, « aussi loin qu'elles le pouvaient » dans le développement du crédit. Elle n'ont pas été retenues d'aller jusqu'au bout parce que la plupart des économistes se référaient à des théories erronées, issues de la pensée de Keynes ou de Friedman, et que les autorités monétaires, en particulier aux Etats-Unis, avec les funestes Greenspan et Bernanke, ont constamment nourri la folie et la cupidité des banquiers. Greenspan pendant de longues années, puis Bernanke, ont fait « la politique de Wall Street », c'est-à-dire la politique d'argent facile qui permettait aux banques et établissements financiers de gagner le maximum d'argent. La crise de 2008 est grave, parce que quand une crise s'est amorcée, en 1997, en 2000, en 2004..., à chaque fois, Greenspan a accru les facilités monétaires pour relancer l'économie, au lieu de se résigner, comme il aurait fallu, à une courte récession. Nous payons aujourd'hui les conséquences de ce laxisme incroyable et de cette fuite en avant permanente.

Mais cela n'a été possible, et c'est là que la mondialisation a une part de responsabilité, que parce que l'inflation a été contenue par la concurrence internationale. Sans la relative sagesse des indices de prix, les autorités monétaires auraient dû réagir en restreignant le crédit. La mondialisation a fait que ce laxisme n'a pas produit l'inflation des prix des biens de consommation, mais l'inflation des prix des actifs, immeubles et actions. Et maintenant que la crise se développe, on tente de la régler par un surcroît de laxisme et on demande aux contribuables de payer le rachat des « actifs toxiques » des banques, ce qui illustre mieux que jamais la formule : « privatiser les profits, étatiser les pertes ».

Une politique économique voulue par les banquiers

La gravité de la crise de 2008 est le symptôme d'un système et d'une politique économique qui ont été voulus et imposés par les membres les plus éminents de la superclasse mondiale, et d'abord par les banquiers. On peut avoir confiance dans l'avenir de l'économie mondiale à très long terme, compte tenu du potentiel de croissance qui résulte des innovations techniques et du décollage des pays du tiers monde (l'Afrique mise à part). Mais on doit être très inquiet pour les dix prochaines années. Les "remèdes" mis en œuvre par la puissance publique à peu près partout sont inspirés par des théories fausses et néfastes et ne peuvent obtenir de résultats qu'à court terme. L'envolée de la dette publique est lourde de lendemains qui déchanteront.

Faut-il en tirer la conclusion que le capitalisme est mauvais en soi ? Ce serait, comme disent les Américains, « jeter le bébé avec l'eau du bain ». Ceux qui pensaient que la crise de 1929 démontrait la supériorité de l'économie soviétique se sont trompés. Et ceux qui pensaient que le remède à la crise était keynésien se sont également trompés, comme l'a montré l'échec des politiques dépensières suivies par Hoover avant Roosevelt, puis par Roosevelt après Hoover : la crise de 1929 s'est achevée en 1945 !

Réduire les privilèges et les pouvoirs des banques

La solution serait donc de réduire les privilèges et les pouvoirs des banques. Il faudrait faire en sorte que les intérêts des banques ne soient pas contraires à ceux de l'économie dans son

ensemble. Il y a deux grandes options possibles. La première est de laisser les banques créer de la monnaie, mais d'accepter la concurrence monétaire, c'est la « banque libre » (thèse de Hayek) ; la seconde est d'interdire aux banques de créer de la monnaie (thèse de Maurice Allais).

On n'y arrivera pas si le monde entier, avec l'Europe et la France, reste l'otage de la superclasse mondiale et de la ploutocratie financière qui en est l'émanation.

Henry de Lesquen
Juillet 2009

1. Cf. Pierre-Antoine Delhommais, *Maurice Allais, prophète maudit*, in *Le Monde*, 25-26 janvier 2009.

2. Traduction anglaise, *The Theory of money and credit*, Liberty Press, Liberty Classics, Indianapolis, Etats-Unis d'Amérique, 1981 (page 404). L'original est en allemand.

Voir aussi les textes de Michel Geoffroy, Jean-Yves Le Gallou et Gérard Dussouy :

[La généalogie de la superclasse mondiale \(Première partie\)](#)

[La généalogie de la superclasse mondiale \(Deuxième partie - Suite et fin\)](#)

[Les convergences paradoxales de l'extrême gauche et de la superclasse mondiale](#)

[Essor de la « superclasse globale » \(ou hyperclasse\) et crise des classes moyennes.](#)

Voir aussi :

[L'identité nationale selon Huntington](#)

Présenté par *Polemia.com*
Juillet 2011